

RESUME EXECUTIF

Description de la crise et perspective d'évolution (manuel)

Les territoires de Djugu et de Mahagi ont été le théâtre des violences extrême depuis le dernier trimestre de 2022 jusqu'en juin 2023. Ces violences ont provoqué les déplacements massifs des populations vers les localités estimées sécurisées à l'intérieur de la zone de sante de Rimba et vers celles voisines (Mahagi, Logo, Nyarambe, Aungba, Kambala). Ces violences sont attribuées aux présumés combattant CODECO qui ont poursuivi les atrocités entre janvier et Mars dernier avec des violations graves des droits humains. Des milliers des personnes fuyant les incursions à répétitions des branches de la CODECO se sont installés dans les villages de la zone de sante de Rimba

Les déplacements récents sont dus aux attaques successives des présumés CODECO en mai et juin dans les villages Jupalangu 2, Ibi, Akusi et Jupalangu 1 situés dans la chefferie de Pendure. Pour s'éloigner des zones en insécurité, ces déplacés se seraient dirigés vers les aires de santé de Ravache et Gamba sur l'axe Ngote-Rethy et vers l'aire de sante Ngote/Pouwa où ils sont hébergés certains dans des familles d'accueil et d'autres dans des centres collectifs (les églises et les écoles). Aucune assistance humanitaire donnée à ces déplacés depuis leur arrivée dans la zone d'accueil. Ces déplacés vivent dans des conditions de vie très difficiles et sont confrontés à des besoins

L'accalmie observé dans la zone à partir du mois de juin 2023 après les opérations militaires contre les hommes armés ainsi que la campagne sur la démobilisation des groupes armés avec le PDDRCS, a favorisé le retour progressif de quelques personnes déplacées dans leur localité d'origine. Cependant, d'autres déplacés hésitent encore de retourner jugeant précaire la situation sécuritaire incertaine du fait de la présence des hommes armés de CODECO/URDPC (Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais) dans les localités voisine de territoire de Djugu. Ces déplacés affirment en disant que les éléments de CODECO continuent à commettre les abus de tout genre sur les personnes retournées. Des incursions sont régulièrement effectuées par les branches de la CODECO qui traversent les limites du territoire de Djugu pour ravir la population des biens et nourriture des personnes ayant trouvé refuge en territoire de Mahagi. Ces incursions sont accompagnées de nombreuses violations obligeant certaines retournées à revenir ans les localités qui les avaient accueillies.

Perspectives d'évolution de la crise.

Selon les informations rapportées dans les discussions (FGD, IC, EM) la sécurité n'est pas rassurante dans les zones d'origine des déplacés car les présumés CODECO sont toujours actifs dans ces zones et continue par

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés

RDS: Revue de données secondaires

GDC: Groupe de discussion communautaire

OL: Observations libres

	Résultats EM	Résultats IC	Résultats RDS/GDC/OL
			11 FGD réalisés
Date de début de l'enquête	23/08/2023	23/08/2022	
Date de fin de l'enquête	25/08/2023	25/08/2023	
Organisation responsable	MERCY CORPS		
Mission inter-agence/organisation?	non	non	
Code de l'alerte	4843/4846	4843/4846	
Nombre d'enquêtes	112	24	
Type d'informateur clé (IC)		Aggrégation IC	Synthèse RDS/GDC/OL
Personnel d'une ONG		0	FGD hommes Hotes
Leader communautaire communauté hôte (autochtone) / autorité coutumière		7	FGD femmes Hotes
Leader communautaire communauté déplacée		2	FGD hommes IDP
Leader religieux		4	FGD femmes IDP
Autorité gouvernementale		0	FGD Leaders IDP & Hotes
Autorité militaire		0	-
Professionnel de la santé (non ONG)		2	-
Professionnel d'éducation (non ONG)		4	-
Personnel du ministère de l'éducation		0	-
Personnel du ministère de l'agriculture		0	-
Autre		5	-

	Résultats EM	Résultats IC
Date de début de crise (la plus fréquemment rapportée)	16/07/2023	15/06/2023
Crise toujours en cours?		
Oui	81%	96%
Non	19%	4%
Date de fin de crise (la plus fréquemment rapportée)	13/08/2023	En cours

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge			
	Hommes	Femmes	
64+ ans	2,0%	2,3%	
18-64 ans	14,9%	18,8%	
6-17 ans	22,2%	17,9%	
7 mois-5 ans	9,6%	9,3%	
0-6 mois	1,0%	1,9%	
Proportions par sexe	49,8%	50,2%	
Total population par sexe	243	219	
Total population	462		

Accès physique	(manuel)
Accès sécuritaire	Moto
Présence de la MONUSCO	Oui
	Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines	cas de viol et des violences sexuelles rapportées dans les aires de sante.
% de la zone couverte par réseau téléphonique (estimation)	1

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
BAKOKO	99	8	3	1
JUPAGIJU KELE	406	18	3	2
JUPALANGU	4274	19	2	2
JUPALOKIRE	1083	8	3	1
JUPUJOM	2593	10	3	2
JUPULUM	248	11	2	2
PAMITU TUNDU	1426	16	3	
PAMONE	883	7	3	
YETA	683	15	2	1

RESUME EXECUTIF

Conséquences humanitaires et problématiques spécifiques de protection (manuel)

Les affrontements à répétition entre les différentes factions CODECO ont eu comme conséquences une instabilité socioéconomique des populations obligées aux déplacements incessants depuis 2022. Ces événements ont entraîné des pertes des biens et des moyens d'existence, la destruction des habitations, les pillages et le déséquilibre social. Des cas de violations des droits humains, des atteintes à l'intégrité physique des personnes, les violences sexuelles, etc. sont rapportés par les participants aux discussions. Dans les zones d'accueils, les prix des denrées alimentaires et non alimentaires ont augmenté dans les différents marchés ainsi l'accès à la nourriture aux ménages avec un faible pouvoir d'achat. On note une forte pression sur les ressources naturelles disponibles à cause de cette augmentation soudaine de la démographie. L'accès aux terres agricoles pour la production est quasiment nul pour les déplacés à 98% agriculteurs. Les déplacés n'ont pas accès aux logements décentes et sont hébergés dans des familles dans une promiscuité ne protégeant pas l'intimité surtout des femmes. Au niveau de la Wash, il n'y a pas de sources d'eau aménagées dans les 9 localités et l'accès à l'eau potable est difficile. Les participants aux FGD ont rapportés des cas de bagarre autour de ces sources d'eau non aménagées et éloignées des

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) (% de ménages)

Pas d'aide reçue	96%
Nutrition	3%
Abris	0%
Articles Ménagers Essentiels	0%
EHA	1%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection (y compris la sécurité)	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash	0%
Autre	0%
Ne sait pas	0%
Ne se prononce pas	0%

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) (% de ménages)

Cash physique (en espèces)	77%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	16%
Vouchers / foires	0%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	7%
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	0%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) (Fréquence de réponses pondérée)

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	26
Moyens de subsistance	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	4
Abris	10
AME	26
EHA	20
Santé	8
Education	8
Protection (y compris la sécurité)	2
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Cash	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) (% de ménages)

Pas de besoin d'information	58%
Où recevoir l'assistance	29%
Comment s'enregistrer pour l'assistance	12%
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes / personnes des deux sexes	1%
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	0%
Comment donner son feedback	0%
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	0%
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	0%
Les responsabilités du personnel humanitaire	0%
Autre	0%
Préfère ne pas répondre	0%

Tableau de recommandation d'intervention sectorielle (manuel)

Secteur	Recommandation sectorielle	
Nutrition	OUI	NON
Sécurité alimentaire	OUI	NON
Abris	OUI	NON
Articles ménagers essentiels	OUI	NON
Eau, Hygiène, Assainissement	OUI	NON
Santé	OUI	NON
Protection	OUI	NON
Education	OUI	NON

RESUME EXECUTIF

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	697				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	34%	-	66%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	25%	-	74%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	10%	-	-	90%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
	MAG femmes enceintes et allaitantes	#DIV/0!	-	#DIV/0!	-	#DIV/0!
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	8%	37%	46%	9%	0%
	Promiscuité dans les abris	85,00%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	7%	67%	25%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	0%	0%	0%	15%	61%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	24%	-	75%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	0%	0%	10%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	61%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé) (manuel)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	88%	-	-	-	12%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	87%	-	-	-	13%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	54%	-	26%	-	20%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	44,75%				

Conclusions générales et commentaires (manuel)

Les résultats de l'évaluation rapide multisectorielle conduite par Mercy Corps du 22 au 25 août 2023 dans les aires de santé de Gamba, Ra-avache et Ngote/Pacuwa dans la zone de Rimba territoire de Mahagi en province de l'Ituri à la suite des alertes 4843 et 4846 ont révélé des besoins réels en termes de nourriture, d'articles ménagers essentiels et de Wash. Ces résultats mettent en évidence une situation d'insécurité alimentaire préoccupante aussi bien pour les déplacés que pour les populations hôtes, obligés de partager le peu de nourriture qu'ils disposent avec les déplacés. Pour trouver à manger, les déplacés comme population hôte s'adonnent actuellement aux travaux journaliers. Une assistance multisectorielle permettrait de répondre aux besoins exprimés lors de l'ERM.

La recrudescence des crises CODECO dans le territoire de Djugu constitue un facteur de déséquilibre socioéconomique des ménages qui sont régulièrement contraints aux déplacements forcés et ne parviennent pas à développer des activités de moyens d'existence pour subvenir à leur besoin. Souvent les biens et moyens d'existence sont pillés, brûlés ou perdus lors de la crise et les déplacés se retrouvent dépourvus des moyens dans leur zone de déplacement. Dans les villages d'accueil, seul 4% seulement des déplacés ont accès à la terre et cultivent sur des petits périmètres par manque de moyens de production (semences et outils aratoires). Avec la présence massive des déplacés, les prix des denrées de premières nécessité ont connus des hausses sur les marchés limitant ainsi l'accès aux ménages dépourvus des moyens. Les populations hôtes se plaignent déjà de cette hausse.

Au niveau de la dynamique de la population, on observe plusieurs clans qui cohabitent en ce moment grâce aux mécanismes communautaires de cohésion sociale. Dans le cadre d'une intervention, il faut tenir compte de toutes ces sensibilités claniques afin d'éviter d'éventuels conflits.